

La malédiction d'une théorie coloniale

Jean Hélène

Le Monde, 29 avril 1994, page 5

Le mythe hamitique a la vie dure. Il veut que des peuplades « éclairées », venues d'Égypte ou d'Éthiopie, aient apporté la civilisation aux Bantous vivant au cœur de l'« Afrique des ténébres ». Malgré les travaux des chercheurs qui, depuis vingt ans, affirment que cette théorie coloniale, permettant d'expliquer selon la mentalité et les préjugés de l'époque l'existence de royaumes bien organisés au cœur du pays « nègre », n'a jamais pu être prouvée.

A partir des différences physiques distinguant les « longs » Tutsis des « courts » Hutus, les historiens ont écrit une histoire à leur convenance. Les Tutsis, pasteurs hamites, seraient arrivés d'Éthiopie au XVI^e siècle, et auraient fait souche, asservissant les Hutus, agriculteurs bantous, qui eux-mêmes auraient relégué les pygmées twas au fin fond des forêts.

« Mais, contrairement à la migration des Luos vers l'Ouganda ou des Maasais en Tanzanie, explique Jean-Pierre Chrétien, chercheur, aucune preuve linguistique ou historique n'est venue étayer cette théorie. » En effet, Tutsis et Hutus partagent la même langue, s'exprimant en kirundi au Burundi et en kinyarwanda (un parler apparenté) au Rwanda. Plus rien dans leurs traditions culturelles ne laisse deviner un passé différent.

Ces deux groupes humains seraient probablement entrés en contact beaucoup plus tôt, peut-être dès le début de notre ère. Quoi qu'il en soit, la théorie coloniale a fini par imprégner les mentalités locales et par convaincre Tutsis et Hutus de l'existence de dominants et de dominés, cristallisant peu à peu des clivages ethniques qui, avant l'irruption, dans la région, des premiers explorateurs (Burton et Speke en 1858), suivis des missionnaires, n'étaient sans doute que sociaux. En 1896, le royaume du Rwanda-Urundi est intégré au protectorat colonial allemand. Après la première guerre mondiale, il est placé sous le mandat de la Société des Nations et administré par la Belgique jusqu'à l'indépendance du Rwanda et du Burundi en juillet 1962. Les deux pays, peuplés identiquement d'environ 85 % de Hutu, 14 % de Tutsis et 1 % de Twas, suivront pourtant un destin différent.

Au Rwanda, la sanglante révolte de 1959, amenée probablement par la domination exclusive de quelques familles tutsies sur le pays, permet aux Hutus de s'emparer du pouvoir et jette en exil la moitié des Tutsis. Depuis, les Hutus défendent avec acharnement les acquis de leur « révolution sociale ». De 1961 à 1966, le régime rwandais repousse une série d'attaques lancées par les réfugiés tutsis à partir du Zaïre, du Burundi ou

de la Tanzanie. Chaque agression déclenche des représailles contre les Tutsis de l'intérieur, ainsi qu'une radicalisation des sentiments anti-tutsis.

En 1973, le coup d'Etat du général Juvénal Habyarimana, originaire de Gisenyi, marque l'arrivée des Nordistes au pouvoir alors que, depuis 1963, les Sudistes ont progressivement pris le contrôle des institutions, sous la houlette du président Grégoire Kayibanda, chef du Parti de l'émancipation du peuple hutu (Parmehutu). Le nouveau régime se dote, en 1975, d'un Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) avec l'objectif affiché d'éradiquer les haines ethniques et régionales. Mais le rééquilibrage des pouvoirs entre le Sud et le Nord n'aura jamais lieu.

Le 1^{er} octobre 1990, les combattants du Front patriotique rwandais (FPR) envahissent le nord du pays, venant d'Ouganda, où ils bénéficient d'une base arrière grâce à la complicité de leurs compagnons d'armes avec lesquels ils se sont emparé de Kampala. Une discrète intervention militaire de la France sauvera du désastre une armée régulière de 7 000 hommes, totalement surprise.

Ouverture au multipartisme

Par la suite, des pressions internationales, après la chute du mur de Berlin, obligeront le chef de l'Etat à ouvrir son pays au multipartisme (officialisé le 10 juin 1991) et à entamer avec les rebelles du FPR des négociations, à Arusha (Tanzanie), sur un partage du pouvoir.

Les antagonismes ethniques au Burundi ont conduit à des massacres de même ampleur, mais ils ont surtout frappé les Hutus, restés soumis à la mi-

norité tutsie. A la veille de l'indépendance, le prince Louis Rwagasore (encore vénéré aujourd'hui comme le héros de l'unité nationale) rassemble au sein de l'Union pour le progrès national (UPRONA) hutus et tutsis, musulmans et chrétiens, chefs coutumiers et citoyens.

L'assassinat du prince en 1961 va semer la mésentente entre le clan royal et le pouvoir politique. Chef d'une monarchie désormais constitutionnelle, le roi Mwambutsa joue des rivalités familiales, puis ethniques pour conserver son autorité. Mais, alertés par les événements au Rwanda, les Tutsis prennent peur tandis que les Hutus rêvent du pouvoir.

L'UPRONA se désintègre ; le tribalisme gagne les milieux étudiants et les forces de l'ordre. Les tendances hutues de l'UPRONA (désormais éclatée) remportent les élections législatives de mai 1965 et, en octobre, la répression d'une mutinerie d'officiers hutus, qui a chassé le roi Mwambutsa de son palais, signe, selon Jean-Pierre Chrétien, « *une rupture décisive au sein des élites tutsie et hutue* ».

En avril 1972, l'irruption de groupes armés hutus depuis les camps de réfugiés de Tanzanie entraîne à nouveau une terrible répression. Et ces deux tentatives réciproques de génocide, évoquées encore aujourd'hui dans la population par le mot « *ikiza* », (catastrophe, en kirundi), font près de 100 000 morts. L'année d'après, une énième incursion meurtrière des exilés hutus déclenche une réaction non moins sanglante de l'armée burundaise. Ce qui provoque immédiatement, au Rwanda voisin, une hécatombe dans la communauté tutsie.

En 1976, après dix années au pouvoir, le général Michel Micombero perd

le pouvoir au profit d'un officier originaire de la même région de Bururi. Le règne du colonel Bagaza est marqué par une profonde détérioration des relations entre la présidence et le puissant clergé catholique. Il est renversé à son tour, sans effusion de sang, par un autre militaire de Bururi, le major Pierre Buyoya qui, après de nouveaux massacres en août 1998 (entre 5 000 et 20 000 morts) lance courageusement une politique de réconciliation nationale, attribue plus de 50 % des postes

ministériels à des Hutus et finit par instaurer le multipartisme.

Les élections présidentielle, puis législatives de juin 1993 ouvrent les portes du pouvoir aux Hutus, grâce à la victoire du président Melchior Ndadayé, chef du parti modéré FRO-DEBU, dont le succès reléguera à l'arrière-plan les extrémistes du Palipehutu... Jusqu'à l'assassinat de Melchior Ndadayé et de six autres hauts responsables du nouveau régime par des militaires putschistes, le 21 octobre 1993.